

Isabelle Delvaux

Ces Belges qui ont soutenu l'apartheid

Organisations, réseaux et discours



Si plus personne n'ose aujourd'hui défendre l'apartheid jadis pratiqué en Afrique du Sud, ce n'était pas le cas dans les années 1970 et 1980. Nombre de Belges, surtout néerlandophones, ont alors apporté leur soutien à l'Afrique du Sud blanche et à son régime d'apartheid. Avec le recul, un tel phénomène peut surprendre, mais la contextualisation historique permet d'en comprendre les racines et la logique.

Comprendre : tel est l'objectif de ce livre. En s'appuyant sur des sources écrites inédites et des témoignages d'acteurs pro et anti-apartheid, ce livre radiographie ce mouvement de soutien. Avec minutie, Isabelle Delvaux y décrit les objectifs, les motivations et les actions des associations belges qui ont milité en faveur d'un statu quo en Afrique du Sud. Elle dresse le profil de leurs membres et, surtout, les raisons qu'ils ont invoquées pour justifier les liens entre la Belgique et l'Afrique du Sud blanche, tout comme le système politique d'apartheid.

Au-delà des actions et idées de ces groupements, ce livre met en évidence plusieurs vecteurs du racisme. L'Histoire telle qu'on la construit et la raconte peut être l'un de ces vecteurs, comme l'illustre la manière dont ces groupements se sont emparés d'une certaine histoire pour justifier leurs actions. Puisse une autre histoire, celle de leur mouvement, contribuer à endiguer les discriminations sans cesse résurgentes.

Historienne formée à l'Université catholique de Louvain, **Isabelle Delvaux** a consacré son mémoire à l'étude des soutiens belges au régime d'apartheid sud-africain. Depuis lors spécialisée en muséologie, elle est actuellement coordinatrice des expositions à la Fondation Mons 2015.

Ces Belges qui ont soutenu l'apartheid

Organisations, réseaux et discours



P.I.E. Peter Lang

Bruxelles · Bern · Berlin · Frankfurt am Main · New York · Oxford · Wien

Isabelle DELVAUX

Ces Belges qui ont soutenu l'apartheid

Organisations, réseaux et discours

Collection
« Outre-Mers »
n° 3

Cette publication a bénéficié du support du Centre d'étude d'histoire de l'Europe contemporaine (CEHEC) de l'Université catholique de Louvain.



Illustration de couverture : © Image tirée d'une invitation pour le Vierde Vlaams-Zuidafrikaanse kultuuravond onder het thema : « Vlaanderen, Brabant, Holland, Afrika samen, dagen de wereld uit ! », 10 novembre 1987, Archives Protea (Documentatiemappen), Archief-en Documentatiecentrum voor het Vlaams-Nationalisme.

Tous les volumes de cette collection sont publiés après révision par des pairs.

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'éditeur ou de ses ayants droit, est illicite. Tous droits réservés.

© P.I.E. PETER LANG s.a.
Éditions scientifiques internationales
Bruxelles, 2014
1 avenue Maurice, B-1050 Bruxelles, Belgique
www.peterlang.com ; info@peterlang.com

ISSN 2034-8428
ISBN 978-2-87574-140-0 (paperback)
ISBN 978-3-0352-6412-8 (eBook)
D/2014/5678/28

Ouvrage imprimé en Allemagne

Information bibliographique publiée par "Die Deutsche NationalBibliothek"

"Die Deutsche NationalBibliothek" répertorie cette publication dans la "Deutsche Nationalbibliografie" ; les données bibliographiques détaillées sont disponibles sur le site <<http://dnb.de>>.

À la mémoire de Nelson Mandela

During my lifetime I have dedicated myself to this struggle of the African people. I have fought against white domination, and I have fought against black domination. I have cherished the ideal of a democratic and free society in which all persons live together in harmony and with equal opportunities. It is an ideal which I hope to live for and to achieve. But if needs be, it is an ideal for which I am prepared to die.

Nelson Mandela

Table des matières

Remerciements	11
Avant-propos	13
Préface	15
Introduction.....	19
CHAPITRE 1	
En toile de fond, l'histoire sud-africaine.....	23
Histoire, identité et idéologie afrikaner	23
La politique d'apartheid.....	27
CHAPITRE 2	
Les relations belgo-sud-africaines	35
Aux origines : la <i>Boerensympathie</i>	35
Relations politiques et économiques durant l'apartheid.....	40
Conclusion.....	62
CHAPITRE 3	
Les associations belges pro-Afrique du Sud :	
entre culture passéiste et lobbyisme offensif.....	65
Cartographie et brève histoire des organisations	65
Objectifs déclarés	74
Activités.....	82
Conclusion.....	94
CHAPITRE 4	
Acteurs et réseaux d'acteurs : de la nébuleuse des	
associations « amies » au réseau structuré du lobby.....	99
Avant 1977	100
Entre 1977 et 1979	105
Structure du réseau liant les organisations pro-Afrique du Sud.....	132
Au milieu des années 1980	134
Conclusion.....	135

CHAPITRE 5

Les discours de justification de l'apartheid	139
Présentation des revues.....	141
Maintien de liens entre la communauté afrikaner et la Flandre	146
L'apartheid a ses raisons	158
Raisons ethniques	170
L'opposition au régime sud-africain n'est pas ce qu'elle prétend être.....	180
L'apartheid n'est pas ce qu'on en dit.....	220
L'apartheid est en train de disparaître	256
Similitudes et variations des discours	267
Conclusion générale	273
Sources et bibliographie	285
Annexe. Balises chronologiques	301

Remerciements

Je voudrais remercier Jacques Briard, qui par sa longue expérience au sein de la section « Afrique australe » d'Entraide et Fraternité, mais aussi sa disponibilité et sa générosité, m'a guidée dans les premiers pas de ma recherche ;

Magda Aelvoet, Thierry Verhelst et Ignace Berten et plus particulièrement Paulette Pierson-Mathy et Jan Van Heukelom, qui de par leur engagement anti-apartheid, m'ont fourni un éclairage précieux sur le sens à donner au soutien belge à l'Afrique du Sud blanche et son régime ;

Jan Gunst, Roger Bryssinck et plus particulièrement Chris Ver-vliet, qui de par son engagement au sein de *Protea*, nous a partagé un tout autre regard, de l'intérieur même du soutien à l'Afrique du Sud blanche et son régime ;

Mon promoteur, Paul Servais, professeur ordinaire à l'Université catholique de Louvain (UCL), mon co-promoteur Philippe Denis, professeur à l'université du KwaZulu-Natal et membre associé de l'Académie royale de Belgique, et Patricia Van Schuylenbergh, chef de travaux au Musée royal de l'Afrique centrale (MRAC) et chargée de cours à l'Université catholique de Louvain (UCL), pour leur lecture attentive de mon travail et leurs conseils éclairés ;

Michel Dumoulin, professeur émérite de l'Université catholique de Louvain (UCL), qui, en m'accordant sa confiance, a porté et permis ce projet de publication ;

Marie Deblonde-Vallet et Claire Delaive, qui ont collaboré à la traduction des extraits de la langue de Vondel au français ;

Mes parents, pour leurs nombreux encouragements, leurs vertus en termes de « coaching » ;

Sébastien pour son positivisme à tous crins ;

François et Bertrand ;

Et mes amis qui, directement ou indirectement, m'ont soutenue tout au long de ce travail.

Avant-Propos

Cette troisième publication de la collection Outre-Mers répond bien à l'objectif poursuivi par cette série : présenter des études de cas qui explicitent et démontrent les rapports, souvent complexes et ambigus, entretenus entre l'Europe et le reste du monde en des moments historiques particuliers. Aboutissement d'une recherche minutieuse dans le cadre d'un master en histoire à l'UCL, la présente monographie contribue d'abord grandement au renouvellement d'une problématique dont les dérives et autres avatars de discriminations raciales continuent à subsister parmi les grands défis sociétaux actuels. Elle exploite ensuite des sources inédites ou encore peu ou mal connues d'associations non gouvernementales flamandes qui ont soutenu, d'une manière ou d'une autre, le régime de l'apartheid. Associations amies forgées sur un terreau romantique d'affinités historiques, culturelles et linguistiques et qui prennent corps depuis la seconde guerre des Boers, au tournant des 19^e et 20^e siècles. Associations de lobbying qui supportent le gouvernement de Prétoria pour garantir et sauvegarder les intérêts économiques des sociétés belges (flamandes) en Afrique du Sud. Alors que les premières sont exclusivement implantées en Flandre, ont un caractère populaire et sont surtout inspirées par le Mouvement Flamand, les secondes, dont les membres émanent des milieux dirigeants de nombreux secteurs de la vie politique, économique, sociale, culturelle et médiatique, montrent des contours politiques et idéologiques plus variés, et se développent après 1948, année où le Parti national remporte les élections législatives suivies par l'adoption d'une série de lois ségrégationnistes. Ces dernières défendront d'autant plus activement le régime lorsque le concert des nations prendra, dans les années 1980, des mesures de boycotts financiers et d'embargos économiques pour s'opposer à sa politique.

L'originalité de ce travail consiste également en l'analyse détaillée de la « nébuleuse » que constituent ces associations dont, en fin de compte, la nature, la portée, les activités et les objectifs politiques, économiques, culturels sont bien plus nuancés qu'il n'y paraît à première vue. De même, les messages et discours véhiculés dans les revues qu'éditent ces associations pour justifier leur soutien à l'apartheid et, par la même occasion, vilipender les luttes anti-apartheid, indiquent les similitudes et les variations, parfois notables, qui existent entre chacune d'entre elles.

Ces Belges qui ont soutenu l'apartheid

Certes, ce mouvement n'est pas isolé. Les Pays-Bas, par exemple, dont l'histoire nationale est étroitement liée avec ce pays, ont également entretenu une adhésion particulièrement conviviale avec les revendications des Afrikaners, avant de critiquer radicalement la politique de l'Afrique du Sud au moment de l'instauration de l'apartheid. Après la libération de Nelson Mandela en 1990, le contexte politique modifié, les boycotts culturels et économiques émanant des Pays-Bas ont été levés, au profit de nouveaux accords de collaboration. Ce fut aussi le cas du Gouvernement flamand qui a signé en 1996 un accord de coopération avec la République d'Afrique du Sud en matière de coopération dans le domaine de l'enseignement, des arts, de la culture, de la science, de la technologie et des sports. Tout récemment, dans le cadre de la mission économique de la princesse Astrid en Afrique du Sud, outre le renforcement des liens entre le secteur diamantaire anversoise et l'économie sud-africaine, notamment, un accord de coopération a été renouvelé entre le Fonds flamand de la recherche scientifique et la Fondation nationale pour la recherche en Afrique du Sud.

Le Centre d'étude de l'histoire de l'Europe contemporaine (CEHEC) de l'Université catholique de Louvain, au sein duquel le Groupe d'étude Europe – outre-mer (GEOM) offre une tribune aux recherches menées sur ses relations avec l'Afrique, soutient cette publication qui offrira aux lecteurs une vision exhaustive et nuancée de cette problématique sensible qui lie les histoires nationales belge et sud-africaine.

Patricia Van Schuylenbergh
Vice-présidente du CEHEC

Michel Dumoulin
Président du CEHEC (1987-2012)

Préface

Philippe DENIS

L'étude d'Isabelle Delvaux sur les soutiens belges au régime de l'apartheid est bienvenue pour deux raisons. La première est son caractère inédit. Hormis deux études plutôt sommaires du début des années 1980 et un mémoire de licence de l'université de Gand présenté en 2001, le territoire était vierge. Elle a consulté, parmi d'autres, les archives de *Vrienden van Zuid-afrika* et de *Protea*, deux des plus importants mouvements pro-apartheid belges. Elle a dépouillé les publications de la constellation d'associations et groupes de pression militant pour le maintien du *statu quo* en Afrique du Sud. Elle a interrogé les personnes ayant l'expérience de ces milieux. Très neuve, son étude fera date. La monumentale histoire du mouvement de libération sud-africain, publiée par le South African Democracy Education Trust (SADET) sous le titre *The Road to Democracy*, comporte deux volumes sur le mouvement anti-apartheid international. Un article signé par Paulette Pierson-Mathy retrace l'histoire du mouvement anti-apartheid belge. Sur le camp d'en face nous disposons à présent du travail d'Isabelle Delvaux. C'est une pièce qui manquait au tableau.

Ce livre vient à son heure pour autre raison. Vingt ans après la chute du régime de l'apartheid, un important travail de relecture historique est occupé à s'opérer. Avec le recul du temps, l'historiographie sud-africaine se détache des cadres idéologiques et des engagements partisans qui caractérisaient les travaux plus anciens sur l'Afrique du Sud contemporaine. On prend mieux en compte aujourd'hui la complexité des enjeux culturels, sociaux et intellectuels de cette période troublée. Le politique est revisité. Sans minimiser la réalité massive et indéniable de l'oppression du peuple sud-africain sous le régime de l'apartheid et les effets délétères de la violence d'État sur les rapports sociaux, le développement économique, le système éducatif et la structure familiale, les historiens développent une vue moins manichéenne de l'histoire sud-africaine dans la seconde moitié du 20^e siècle. Il existe autant de continuités que de ruptures entre l'avant et l'après-1994. Des atteintes aux droits de l'homme existaient aussi dans le mouvement

de libération sans parler des entreprises commerciales plus ou moins douteuses, teintées de corruption, auxquelles se livraient certains *freedom fighters*, comme l'ont révélé des études récentes. Les tableaux en noir et blanc, avec héros et vilains clairement départagés, ne sont plus de mise.

C'est dans ce nouveau contexte historiographique qu'il faut situer le travail d'Isabelle Delvaux. Il décrit les arguments utilisés en Belgique dans les années 1970 et 1980 pour défendre le statu quo en Afrique du Sud. Il rappelle à notre souvenir un pan de l'histoire idéologique du monde occidental que ses anciens promoteurs voudraient sans doute oublier aujourd'hui. Qui en effet défend à présent l'apartheid ? Les soutiens de l'ancien régime, pourtant nombreux à l'époque, se sont évaporés. Dans toutes les chancelleries occidentales et dans les milieux économiques et sociaux, on se félicite du succès de la transition démocratique et on envoie des ambassades à la « nation arc-en-ciel », désormais considérée comme un pays émergent prometteur. Nelson Mandela, naguère considéré comme un terroriste, passible de pendaison pour trahison d'État, fait l'objet d'un culte universel. Il est canonisé avant l'heure. Le Parti national, fer de lance du nationalisme afrikaner, s'est auto-dissous. Même s'il continue à marquer les esprits, l'apartheid a perdu la bataille idéologique. D'autres dangers menacent la jeune démocratie sud-africaine, mais pas celui d'un retour à une ségrégation raciale institutionnelle. Les plus nostalgiques eux-mêmes ont cessé d'y croire.

Isabelle Delvaux montre que la cause afrikaner et le modèle de développement séparé – euphémisme pour désigner un système profondément inégalitaire imposé par le moyen d'un appareil de répression d'État violent et humiliant – ont bénéficié d'importants soutiens en Belgique. Mais ces soutiens n'étaient pas tous de même nature. L'ouvrage a le mérite d'attirer l'attention sur leurs différences. Très liées au mouvement flamingant, les associations d'« amis de l'Afrique du Sud » envisageaient la solidarité avec les descendants des Boers en termes plus culturels que politiques. Elles fonctionnaient sur un mécanisme d'identification, les peuples flamand et afrikaner étant censés partager la même histoire. Le soutien à l'apartheid, certes non déguisé, n'était pas leur préoccupation première.

Il se trouvait en revanche au cœur des campagnes du lobby sud-africain, celles du mouvement Protea par exemple, pour défendre le régime de Pretoria contre les attaques du mouvement anti-apartheid. Sa motivation principale était de nature économique. Il s'agissait de défendre les intérêts des sociétés belges ayant investi en Afrique du Sud ou faisant commerce avec des entreprises sud-africaines. De là l'opposition farouche du lobby aux sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, la stratégie

utilisée par un nombre croissant d'associations militantes, d'organismes internationaux et finalement, non sans quelque ambivalence, d'États occidentaux pour faire pression sur le gouvernement sud-africain. Isabelle Delvaux montre que le lobby sud-africain disposait d'importants relais au sein de l'État belge. Il développait des réseaux non seulement au nord du pays, ce à quoi on pouvait s'attendre étant donné la sympathie du mouvement flamand pour la cause afrikaner, mais également au sud, dans certains milieux patronaux francophones.

Aujourd'hui encore l'adhésion de la quasi-totalité des Blancs sud-africains au régime de l'apartheid est difficile à expliquer. Comme les Allemands ordinaires dont Daniel Goldhagen a montré le soutien aux politiques de l'holocauste, les hommes, les femmes et les enfants des quartiers blancs de Pretoria, Bloemfontein et Durban, des bons chrétiens pour la plupart, n'ont rien vu de ce qui se passait dans leur pays. Il a fallu les retransmissions télévisées des séances de la Commission de Vérité et Réconciliation, présidée par Desmond Tutu, pour que leurs yeux s'ouvrent. Des conditions de vie de la majorité noire ils ne connaissaient que ce que s'autorisaient à en dire leurs domestiques de couleur. Les murs de l'apartheid tombés, de nombreux Blancs se sont interrogés sur ce phénomène de cécité collective. L'isolement, la peur du communisme et le matraquage permanent de la propagande gouvernementale fournissent quelques éléments d'explication.

On peut se poser les mêmes questions à propos des Belges qui ont milité en faveur du statu quo en Afrique du Sud. Isabelle Delvaux décrit minutieusement les raisons que les « amis de l'Afrique du Sud » et les membres du lobby pro-apartheid invoquaient, sans doute de bonne foi, pour justifier leurs campagnes. Leurs arguments étaient ceux du gouvernement sud-africain. Pour eux les opposants au régime n'étaient qu'une poignée de terroristes marxisants ne représentant qu'eux-mêmes. Les violences policières mises en épingle par les médias n'étaient que peu de chose face aux efforts menés par le gouvernement pour transmettre le pouvoir – séparément ! – aux secteurs métis, indiens et noirs de la population. Et surtout on pouvait se féliciter des progrès réalisés dans les bantoustans, ces pseudo-États tribaux aujourd'hui réintégrés au territoire sud-africain et souffrant, malgré tous les efforts, d'un sous-développement chronique.

Un des principaux éléments en faveur du statu quo était la crainte du chaos que provoquerait l'entrée en fonction d'un gouvernement dirigé par des Noirs. Pour que l'économie d'un pays tourne, ainsi allait le raisonnement, il fallait des Blancs aux postes de commande. Ne voyait-on pas l'exemple du Congo ! L'histoire des vingt dernières années a montré

Ces Belges qui ont soutenu l'apartheid

que cette argumentation n'était pas seulement raciste mais fausse. Jamais l'Afrique du Sud n'a connu un tel développement en aussi peu de temps. Il est vrai que le fossé entre riches et pauvres se creuse, mais les infrastructures se sont améliorées et un système de sécurité sociale, assurément insuffisant, est en place. Si c'était pour assurer l'avenir économique du pays que les membres du lobby sud-africain ont soutenu l'apartheid, ils se sont tragiquement trompés. Que de vies auraient été épargnées et que de souffrances auraient été évitées si le gouvernement blanc avait entamé plus tôt les négociations avec les mouvements de libération, en 1985 par exemple, l'année du premier état d'urgence ! Mais pour cela il aurait fallu une plus forte pression des partenaires occidentaux de l'Afrique du Sud, dont la Belgique. Dans les cabinets ministériels et les salons de presse peu nombreux étaient ceux qui croyaient dans la capacité du Congrès national africain de Nelson Mandela à diriger le pays. On ne réécrit pas l'histoire !

Le passé que décrit Isabelle Delvaux paraît bien éloigné, mais il est salubre d'y revenir. Que des Belges, flamands surtout mais aussi wallons, aient soutenu avec autant d'ardeur un régime aussi moralement contestable et humainement désastreux que l'apartheid est embarrassant à considérer. Cet avatar de l'histoire postcoloniale mérite cependant d'être connu. C'est la raison pour laquelle j'encourage la lecture de ce livre.

Pietermaritzburg, 29 septembre 2013

Introduction

Le 11 février 2010, un article du quotidien *De Morgen* titrait à l'occasion du dixième anniversaire de la libération de Nelson Mandela : « Libre, Mandela est devenu le cauchemar des sympathisants flamands de l'apartheid¹ ». De fait, un certain nombre de Belges, surtout néerlandophones, ont apporté leur soutien à la politique d'apartheid. Avec le recul, cela peut surprendre, mais comme le précisent De Bock, Coeck et Goossens, « [...] pour qui prend la peine de comprendre quelques décennies de l'Histoire belge, tout cela ne tombe pas du ciel² ».

Les relations entre la Belgique et l'Afrique du Sud s'inscrivent en effet dans une histoire antérieure à l'instauration de l'apartheid. Ces relations, initialement strictement commerciales et diplomatiques, s'étaient timidement développées au cours du 19^e siècle. À la recherche de débouchés pour ses produits industriels, la Belgique avait initié avec les deux colonies côtières britanniques³ des relations consulaires à l'impact relativement limité puisqu'elles n'avaient engendré que des relations commerciales somme toutes modestes. Dans la foulée de la reconnaissance des deux Républiques boers (1869 et 1873), la Belgique avait également signé un accord commercial⁴ avec l'une d'entre elles⁵ et, à l'initiative de Léopold II, avait obtenu de l'autre⁶ une concession ferroviaire⁷. Ces relations assez limitées se renforcèrent et prirent également une dimension culturelle au tournant des 19^e et 20^e siècles, lorsque la

¹ « Mandela vrij was dé nachtmerrie voor de Vlaamse vrienden van de apartheid ». Pauli, W., « Mandela vrij was dé nachtmerrie voor de Vlaamse vrienden van de apartheid. O bring my trug naar die ou Transvaal », in *De Morgen*, 13 février 2010, p. 21-22.

² « [...] voor wie zich de moeite neemt enkele decennia Belgische geschiedenis na te vlooiën komt het helemaal niet uit de lucht vallen ». De Bock, W., Coeck, J., Goossens, P. (e.a.), *Suikerbossie : België en Zuidelijk Afrika*, Bruxelles, Manteau, 1978, p. 17.

³ La colonie du Cap et celle du Natal.

⁴ En 1871. La Belgique était ainsi le premier pays européen qui avait conclu un accord commercial avec le jeune État.

⁵ L'État libre d'Orange.

⁶ Le Transvaal.

⁷ Cette concession fut obtenue en 1876, mais la proclamation de l'annexion du Transvaal par les Britanniques en 1877 avorta ce projet.

Ces Belges qui ont soutenu l'apartheid

seconde guerre des Boers suscita une *Boerensympathie*. L'avènement du Parti national sud-africain en 1948 et la mise en place de la politique d'apartheid ne gelèrent pas ces relations amicales que le gouvernement belge cautionna de facto en condamnant moralement la politique d'apartheid tout en adoptant une attitude compréhensive à l'égard du régime blanc minoritaire.

Ces relations officielles longtemps favorables au régime blanc étaient doublées au plan non gouvernemental puisque, dans le prolongement de la *Boerensympathie*, plusieurs associations favorables à la minorité blanche sud-africaine se préoccupèrent à la fois de resserrer les liens culturels avec les Afrikaners et de soutenir le régime minoritaire et la politique d'apartheid⁸. Ces soutiens associatifs restent mal connus. Sans doute en raison de la proximité temporelle et du caractère sensible de ce sujet, peu d'études historiques leur ont été consacrées⁹. Un travail récent décrit le soutien flamand non gouvernemental¹⁰ mais n'analyse guère ses réseaux et ses discours. Notre étude vise à combler cette lacune et apporte un éclairage nouveau sur le soutien associatif belge durant la période 1967-1990, qui s'ouvre avec le lancement de la campagne internationale de l'ONU contre l'apartheid et se referme avec la légalisation de l'*African National Congress* (ANC) et la libération de Nelson Mandela. Cette longue période englobe ainsi les événements clés des processus d'opposition interne au régime de l'apartheid¹¹, de lutte

⁸ Goris, J., *België en de Boerenrepublieken. Belgisch-Zuidafrikaanse betrekkingen (ca. 1835-1895)*, Retie, Kempische Boekhandel, 1983, p. 106-128, 176-178 et 233-235.

⁹ À notre connaissance, seules deux études ont été consacrées au sujet : De Bock, W., Coeck, J., Goossens, P. (e.a.), *Suikerbossie : België en Zuidelijk Afrika*, Bruxelles, Manteau, 1978 ; De Baets, A., *Waar almal tuis voel : Where no-one's a stranger : kanalen voor Zuid-Afrikaanse propaganda in België*, Groningen, Universiteit van Groningen, avril 1981.

¹⁰ Cette étude, bien que fouillée, offre avant tout un inventaire descriptif de l'histoire et des activités des associations flamandes de soutien et limite l'analyse de leur discours à la description des contenus thématiques de leurs périodiques. En outre, cette étude dépeint très succinctement l'attitude officielle de la Belgique sur les plans diplomatique, politique, économique et culturel, élément pourtant indispensable pour donner sens au soutien non officiel. De plus, cette étude fait l'impasse sur deux importants recueils d'archives (les archives de l'association « amie de l'Afrique du Sud » principale, Vrienden van Zuid-Afrika, ainsi que les archives de l'acteur central du lobby pro-Afrique du Sud, André Vlerick). Van Malderen, H., *Zuid-Afrika's vrienden in Vlaanderen tijdens de apartheid 1977-1991*, Universiteit van Gent, Gand, 2001, p. 1-122.

¹¹ 1976 : émeutes de Soweto ; 1977 : assassinat de Steve Biko ; 1978 : scandale du Muldergate. 1983 : réforme de la Constitution ; 1984 : crise, émeutes ; 1985 : état d'urgence.

internationale¹² et belge contre l'apartheid et d'action des associations belges favorables au régime sud-africain¹³.

La récolte de sources écrites inédites – archives et périodiques des associations, articles de presse¹⁴ publiés principalement lors de la création des associations – ainsi que de témoignages d'acteurs pro¹⁵ et anti-apartheid¹⁶ nous ont amené à nous interroger sur les questions suivantes : quelles sont les caractéristiques du soutien belge non gouvernemental de type associatif à l'Afrique du Sud (blanche) et à son régime, et comment comprendre ce soutien ? Il s'agit donc de mettre en évidence les objectifs, les motivations et les actions de ces associations, de dégager le profil de leurs membres ainsi que d'éventuelles connexions interpersonnelles et interorganisationnelles et enfin, d'analyser les thématiques et les arguments qui ponctuent leurs discours.

À n'en pas douter, cette recherche touche un point sensible de l'histoire de la Belgique, puisqu'elle traite du soutien apporté à un régime raciste. En outre, puisque ce soutien a été plus intense dans la communauté flamande, elle pourrait être lue comme un moyen d'attiser la fracture communautaire et régionaliste dans un climat politique particulièrement sensible. Tel n'est pas notre propos, l'objectif étant moins de juger que de comprendre.

Cinq chapitres structurent cette publication. Les deux premiers présentent le contexte belge et international, indispensable à la compréhension du soutien belge à l'Afrique du Sud et à son régime. Le premier d'entre eux analyse l'identité et l'idéologie des architectes de la politique d'apartheid tandis que le second parcourt les relations entre la Belgique

¹² 1968 : premier boycott sportif de l'Afrique du Sud. 1974 : suspension de l'accord culturel belgo-sud-africain en Communauté française ; 1977 : code de conduite de la CEE ; 1979 : suspension de l'accord culturel belgo-sud-africain en Belgique entière. 1984-1985 : intensification des mesures contre l'apartheid – Twin Tract Policy de la CEE ; 1986 : renforcement des sanctions de la CEE.

¹³ 1977 : naissance de Protea, de l'Association interparlementaire belgo-sud-africaine ; 1978 : naissance de l'Association belgo-sud-africaine ; 1979 : naissance d'EUROSA ; 1981 : naissance du Stichting Vlaams Cultureel Centrum ; 1981-1985 : éclosion des associations Protea étudiantes ; 1986 : création du Studiecentrum voor Zuidelijk Afrika.

¹⁴ Ces articles étaient pour la plupart mentionnés dans les ouvrages généraux.

¹⁵ Jan Van Aerschot (membre du Conseil de rédaction de Zuid-Afrika Magazine entre 1978 et 1991), Roger Bryssinck (président de Vrienden van Zuid-Afrika depuis 1987) et Chris Vervliet (président de la section étudiante de Protea entre 1983 et 1986 et membre de Protea national entre 1989 et 1990).

¹⁶ Jacques Briard (responsable « Afrique australe » chez Entraide et Fraternité), Thierry Verhlest (Broederlijk Delen) et Magda Aelvoet (Agalev), Ignace Berten (fer de lance de l'action Banque-Apartheid, 1979), Paulette Pierson-Mathy (cofondatrice du Comité contre le colonialisme et l'apartheid) et Jan Van Heukelom (secrétaire d'Aktie Komitee Zuidelijk Afrika entre 1978 et 1983).

Ces Belges qui ont soutenu l'apartheid

et l'Afrique du Sud, en analysant l'origine de l'amitié entre la Belgique (surtout flamande) et l'Afrique du Sud, ainsi que la teneur des relations diplomatiques, politiques, économiques et culturelles entre les deux pays. Les trois chapitres suivants traitent des associations. Le chapitre trois met en évidence les caractéristiques spécifiques tout comme les traits communs de ces associations, retraçant leur histoire, leurs objectifs et leurs activités. Le chapitre suivant s'intéresse aux membres des associations, aux milieux dont ils sont originaires et aux fonctions qu'ils occupent à la fois dans ces milieux et dans les mouvements belges pro-Afrique du Sud. Il s'interroge également sur la présence ou l'absence de réseaux et de connexions interpersonnelles. Le dernier chapitre, enfin, se focalise sur le discours de ces associations, plus particulièrement sur le contenu de l'information diffusée par leurs principaux périodiques. Il identifie leurs thèmes et arguments de prédilection, ainsi que les techniques argumentatives et rhétoriques mobilisées par leurs équipes de rédaction. En contrepoint, leur système de représentation est placé en regard de celui des milieux anti-apartheid. Une synthèse et un essai d'interprétation de l'ensemble des données clôturent cet ouvrage.

En toile de fond, l'histoire sud-africaine

L'action des associations ayant soutenu l'Afrique du Sud blanche et son régime d'apartheid s'inscrit dans un cadre belge et international. Dans ce chapitre, nous nous intéressons au contexte sud-africain, parce qu'il s'agit d'un des éléments susceptible d'expliquer la raison d'être, le profil, les activités et le discours de ces associations¹. La première partie est consacrée à la définition de l'identité et de l'idéologie de la communauté afrikaner. Elle permet de cerner le profil des architectes et adeptes de la politique d'apartheid en Afrique du Sud, mais aussi de comprendre certains des thèmes qui reviendront dans les discours des associations belges. La deuxième partie brosse à grands traits l'histoire de l'Afrique du Sud sous le régime de l'apartheid, une histoire qui rythmera la vie des associations belges et aura un effet sur l'évolution de leurs activités et de leurs discours.

Histoire, identité et idéologie afrikaner

Tout commença en 1652, lorsque Jan Van Riebeeck, au service de la *Verenigde Oostindische Compagnie* (VOC), instaura un poste de ravitaillement à la pointe sud de l'Afrique, pour le trafic maritime entre les Pays-Bas et l'Asie. Le peuple afrikaner se développa à partir de cet établissement : un peuple de fermiers (Boers) en majorité, avec une langue et une culture propres.

À l'origine de ce peuple, des Néerlandais, mais aussi des Allemands, des Français et d'autres Nord-européens, qui s'installèrent aux 17^e et 18^e siècles au Cap de Bonne-Espérance sous les auspices de la VOC. À ces premiers colons s'ajoutèrent des immigrants britanniques, suite à la prise de la colonie du Cap par la Grande-Bretagne en 1750. Culturellement éloignés, ces Britanniques furent les premiers immigrants blancs à ne pas s'assimiler aux premiers colons. Ils exprimèrent cette distinction en qualifiant péjorativement ces derniers de Boers (fermiers). Ce terme fut supplanté par le vocable Afrikaner au 20^e siècle, développée deux siècles

¹ Bien que cet aperçu contextuel constitue un pan annexe à notre étude et soit essentiellement éclairé à l'aide de travaux plutôt que de sources premières.

plus tôt par les premiers colons (néerlandophones) eux-mêmes, pour revendiquer leur souche sud-africaine et ainsi se distinguer des nouveaux immigrants blancs nés en Europe².

La langue, la religion protestante calviniste et l'histoire constituèrent les trois pierres angulaires de l'identité culturelle afrikaner. Être Afrikaner était avant tout parler afrikaans. Angoissés par la perte de leur identité et par leur disparition en tant que peuple, les Afrikaners défendirent leur langue qu'ils définissaient comme une langue africaine, fruit d'une évolution à partir de la souche germanique. Cette langue fut le véhicule exclusif de l'histoire et de la religion afrikaner et devint, à la fin du 19^e et au 20^e siècle, le véritable ciment unificateur.

La religion fut la deuxième pierre angulaire. À la fin du 19^e siècle, trois Églises réformées se partageaient l'Afrique du Sud. Ce sont ces Églises qui forgèrent les fondements idéologiques de la société afrikaner du 20^e siècle en diffusant une certaine interprétation de la doctrine calviniste, mélange du calvinisme importé de Hollande au 17^e siècle par les ancêtres du peuple afrikaner et du néo-calvinisme³ néerlandais du 19^e siècle. Le concept de base de cette interprétation s'articulait autour des notions de « peuple élu », de « mission divine » et de « diversité raciale ». Cette doctrine calviniste faisait appel à la construction de la cité idéale sur terre et orientait toute action politique vers l'instauration de cette « Cité de Dieu ». La morale religieuse s'associait à l'action politique⁴. La base de la pensée religieuse des Afrikaners était la notion de peuple élu investi d'une mission divine. Selon cette idéologie, c'était suite à la volonté de Dieu que les Néerlandais avaient colonisé le Cap après 1652 et que s'était développé le peuple afrikaner, chargé d'apporter les lumières de la civilisation dans les ténèbres de l'Afrique. Intimement convaincus de la supériorité de la race blanche, ils se référèrent à de nombreux extraits de la Bible pour justifier la division des races. Ainsi, selon leur lecture, l'épisode de la tour de Babel aurait brisé l'unité de la race humaine, et Dieu, pour en atténuer les conséquences, aurait mis en place la division des peuples et des races ; division qu'ils s'engageaient à respecter afin de conserver la pureté de leur foi et de leur doctrine.

² Thompson, L., *A history of South Africa. Revised edition*, London-New Haven, Yale University Press, 1996, p. 56.

³ Conception étroite et intégriste du calvinisme d'origine, prônant la restauration de la foi originelle et le retour aux Écritures. Coquerel, P., *L'Afrique du Sud des Afrikaners*, Bruxelles, Complexe, 1992, p. 77.

⁴ Coquerel, P., *op. cit.*, p. 63-88 ; Tremblay, J., *Afrique du Sud. L'apartheid sans masque*, Paris, Karthala, 1987, p. 33-43.

Cette idée de peuple élu et de mission divine généra une gestion imaginaire de l'histoire⁵.

Précisément, à côté de la langue et de la religion, l'historiographie joua également un rôle déterminant dans la structuration de l'identité afrikaner. Elle assura la cohésion de la communauté afrikaner qui cherchait dans son passé la preuve rassurante de son identité. Elle légitima la présence des Afrikaners en Afrique en affirmant – au mépris des preuves archéologiques – que les Boers étaient arrivés dans la région avant les Bantous qui n'auraient atteint l'Afrique du Sud qu'au 17^e siècle, au moment où Van Riebeeck débarquait au Cap. Les Afrikaners considéraient également que toute leur histoire était celle d'un combat pour la liberté et l'indépendance, d'une lutte pour préserver leur identité de la corruption du monde extérieur incarné par les Britanniques et ensuite les Noirs. À chaque période de crise, le mythe de l'alliance divine et de l'élection du peuple fut ainsi réactivé.

C'est d'abord autour de leur lutte contre l'impérialisme britannique que s'articula cette histoire. L'accent fut placé sur deux événements. Tout d'abord le Grand Trek (1835-1840), au cours duquel plusieurs milliers de Boers quittèrent la colonie du Cap pour échapper à l'autorité britannique dont la politique menaçait leurs intérêts culturels et matériels : l'imposition de l'anglais comme langue officielle de la colonie leur apparaissait comme un danger pour leur identité propre ; la promulgation de l'émancipation des esclaves de la colonie en 1833 leur semblait être une violation du principe raciste de supériorité de la race blanche auquel ils adhéraient ; enfin, ils estimaient que les Britanniques ne pouvaient assurer leur sécurité face aux incursions des Xhosas. Les Boers quittèrent ainsi en grand nombre la colonie du Cap et s'exilèrent à l'intérieur des terres pour y fonder deux républiques boers indépendantes. Le Grand Trek façonna la mythologie afrikaner du peuple élu à la recherche de la Terre promise. Interprété sous l'angle de l'élection divine, cet épisode de l'histoire des Boers était assimilé à l'histoire des Hébreux : l'administration britannique incarnait le rôle du pharaon tandis que les vertes collines du Natal et les immenses étendues du Veld représentaient la Terre promise sur laquelle les Boers instaureraient la Cité idéale, conformément à la doctrine de Calvin. À côté de l'épopée du Grand Trek, cette historiographie mit aussi l'accent sur les événements de la décennie 1895-1905, au cours de laquelle les Britanniques lancèrent une guerre de conquête des nouveaux territoires boers (première et seconde guerres anglo-boer), et initièrent une politique d'anglicisation des populations boers.

⁵ Coquerel, P., *op. cit.*, p. 63-88 ; Vandersypen, W., *Apartheid in Z-A : Argumentatie pro apartheid in Z-A*, Louvain, Katholieke Universiteit van Leuven, 1998, p. 44-62.

C'est donc d'abord l'anti-impérialisme britannique qui constitua la trame de la mythologie afrikaner ; une mythologie libératrice qui aidait à la survie et au renforcement de l'ethnicité afrikaner. Cependant, si l'anti-impérialisme était la trame de cette mythologie d'origine, son étoffe était le racisme, alors endémique dans la culture occidentale. Au cours du 20^e siècle, cette dimension prit petit à petit le pas sur l'élément anti-britannique. Au début de ce siècle, le « péril noir » (*Swaartgevaar*) s'ajouta puis se substitua à la menace britannique. Il conduisit les Afrikaners à ressentir à nouveau la nécessité de sauvegarder leurs particularités. Suite aux destructions occasionnées par la seconde guerre anglo-boer qu'ils avaient perdue (1899-1902)⁶, à une série de graves sécheresses et à la dépression des années 1920, les Boers sans qualification avaient afflué vers les villes dans lesquelles leurs conditions de vie s'avèrent précaires. Ils se heurtèrent à un solide groupe anglophone (Britanniques, Juifs et autres nouveaux immigrants européens) implanté dans le secteur minier et les industries, et entrèrent aussi en concurrence avec les ouvriers métis et noirs que les colons britanniques, les troupes britanniques mais aussi les Afrikaners avaient intégrés à la fin du 19^e siècle dans l'économie capitaliste comme classe ouvrière. Une fraction des Afrikaners se prit alors à redouter simultanément la domination des anglophones (et le risque d'acculturation qui en découlait), et l'affluence des Noirs qui rejoignaient en nombre les villes⁷. L'Afrique du Sud était en effet devenue un État moderne, industriel et urbanisé, intégré dans le système international où les valeurs des affaires et de l'argent dominaient. L'urbanisation et l'industrialisation galopantes des années 1930 avaient brisé les structures sociales, écrasé les Afrikaners et provoqué l'effritement de leur patrimoine culturel d'essence rurale. Ce contexte nouveau amena les Afrikaners à développer des stratégies afin de survivre en tant qu'entité distincte⁸.

Une nouvelle vision de l'identité afrikaner se développa alors progressivement, la notion de race prenant peu à peu le dessus sur la mobilisation libératrice (ou l'élément anti-impérialiste). Cet élément racial prit de l'ampleur durant la période 1934-1948, lorsque les nationalistes⁹ extrémistes,

⁶ La République boer du Transvaal ainsi que la République libre d'Orange tombèrent ainsi entre les mains des Britanniques.

⁷ Coquerel, P., *La nouvelle Afrique du Sud*, Évreux, 1999, p. 90-92 ; Thompson, L., *The political Mythology of Apartheid*, New Haven-London, Yale University Press, 1985, p. 25-30.

⁸ Coquerel, P., *L'Afrique du Sud des Afrikaners*, p. 65.

⁹ En 1933, le Parti national (créé en 1914 par le nationaliste afrikaner James B. Hertzog dans l'optique de mettre fin aux liens entre l'Afrique du Sud et la Couronne britannique) accepte de former un gouvernement d'Union nationale avec le *South African Party*, et de fusionner avec celui-ci l'année suivante pour créer le Parti uni. Les nationalistes extrémistes (parmi lesquels Daniel Malan) dénoncèrent cette trahison et fondèrent alors le Parti national purifié.

sous la direction de Daniel Malan¹⁰, deuxième pilier du Parti national afrikaner, s'opposèrent au Parti uni et fondèrent en 1934 le Parti national purifié. Ils s'appuyèrent sur l'*Afrikaner Broederbond*, une société secrète à vocation culturelle créée en 1918, dont l'objectif était de garantir la suprématie afrikaner en s'assurant le contrôle du gouvernement, des professions libérales, des affaires, des moyens de communication et de la justice. Cette société secrète défendait le concept d'*Afrikanerdom*, nationalisme afrikaner basé sur la fierté de la culture et la langue afrikaans, le calvinisme conservateur et l'héritage des pionniers¹¹.

L'apartheid devint alors l'unique projet de société susceptible d'assurer aux Afrikaners la place dominante qu'ils désiraient, et de les protéger des Anglophones et des Noirs. Ce concept, qui impliquait une stricte séparation des races, était le fruit d'une idéologie dont les racines se situaient dans l'histoire des Afrikaners. Malan en fit la pierre angulaire de son programme politique et ce concept se confondit alors avec le nationalisme afrikaner¹². Les Afrikaners se comparaient au peuple d'Israël ; peuple élu, envoyé par Dieu au sud du continent africain pour convertir les païens. Cette mission devait se réaliser tout en préservant leur identité raciale. La distinction des races, fruit de la volonté divine, faisait donc, selon eux, partie de l'ordre naturel que les chrétiens devaient respecter. Les Afrikaners se devaient d'inculquer la culture occidentale et l'évangile chrétien aux Noirs et de les guider jusqu'à leur autonomie dans le respect de leurs caractéristiques nationales. L'apartheid n'était donc pas présenté comme une politique d'oppression des non-Blancs par les Blancs, mais bien comme une politique constructive de bienveillance et de coopération qui devait permettre aux Afrikaners de remplir leur mission à l'égard des races non européennes et à l'égard de la civilisation occidentale chrétienne¹³.

La politique d'apartheid

La victoire du Parti national¹⁴ en 1948 permit la réalisation de la politique d'apartheid. Cette politique séparait les races et favorisait l'autonomie politique et économique des Noirs. Jusqu'à la fin des années

¹⁰ Daniel Malan était un ancien pasteur de l'Église réformée et rédacteur en chef du quotidien du Cap, *Die Burger*.

¹¹ Coquerel, P., *La nouvelle Afrique du Sud*, p. 94-95 ; Tremblay, J., *op. cit.*, p. 33-43.

¹² Coquerel, P., *L'Afrique du Sud des Afrikaners*, p. 63-88.

¹³ Pierson-Mathy, P., *op. cit.*, p. 253-257, 477-540 ; Vandersypen, W., *op. cit.*, p. 44-62.

¹⁴ Hertzog, qui avait quitté le Parti national en 1933 pour rejoindre le Parti uni, quitta ce dernier en 1940 pour rejoindre le Parti national désormais unifié (*Herenigde Nasionale Party*), de Malan.

Ces Belges qui ont soutenu l'apartheid

1950, le gouvernement afrikaner développa l'apartheid dit « négatif », relayé à partir des années 1960, par la politique de développement séparé ou l'apartheid dit « positif ». Ce régime raciste suscita l'éclosion d'un mouvement d'opposition initié par les mouvements nationalistes noirs, métis et indiens d'Afrique du Sud, très tôt¹⁵ relayés par l'Organisation des Nations unies. Suite aux émeutes de Soweto en 1976, ce mouvement entraîna le développement d'une action internationale décisive. Elle fut portée par l'Organisation des Nations unies et relayée par un grand nombre d'organisations non gouvernementales et de gouvernements occidentaux qui prirent une série de mesures diplomatiques et économiques à l'encontre du régime d'apartheid et permirent, pas à pas, le démantèlement du système.

L'apartheid dit négatif¹⁶ (1948-1959)

L'un des objectifs du Parti national fut atteint en 1948 lorsque Daniel Malan et son parti remportèrent les élections. Pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre des Boers (1899-1902), le gouvernement était exclusivement composé d'Afrikaners. Ceux-ci avaient obtenu le contrôle de l'appareil d'État et éliminé les derniers vestiges de l'autorité britannique sur l'Afrique du Sud – alors même que dans le reste du monde, l'ère de l'hégémonie blanche touchait à sa fin. Le danger anglais écarté, subsistait l'autre menace à la cohésion ethnique du peuple afrikaner : les Noirs. Ces derniers, encouragés par le démantèlement progressif du système ségrégationniste aux États-Unis, mais aussi par la décolonisation en Asie et en Afrique tropicale, entendaient en effet obtenir un droit de parole dans les affaires du pays¹⁷.

La victoire électorale du Parti national permit aux Afrikaners d'ériger le racisme en institution à travers le régime d'apartheid¹⁸. Le rapport du parti de 1947 donne de ce régime la définition suivante :

L'apartheid dérive de l'expérience historique des Blancs établis dans le pays. C'est une politique qui est en harmonie avec les principes chrétiens de justice et d'équité, et qui se donne pour objectif de préserver l'identité des peuples indigènes en tant que groupes raciaux séparés, de leur offrir la possibilité de se développer en ensembles nationaux et de stimuler la naissance d'une conscience nationale¹⁹.

¹⁵ Dès 1962.

¹⁶ Expression formulée par le régime minoritaire blanc.

¹⁷ Thompson, L., *The political Mythology of Apartheid*, p. 40-41.

¹⁸ Ce terme afrikaans, à connotation positive, signifie séparation ; développement séparé.

¹⁹ Coquerel, P., *La nouvelle Afrique du Sud*, p. 97-99.

Cette politique visait la séparation des races. L'idéologie politique de l'apartheid mit l'accent sur les différences raciales culturelles existant entre les groupes ethniques et leur conféra un caractère permanent et divin. L'apartheid et le dispositif juridique qui le mit en pratique furent consacrés à la sauvegarde de la pureté de la race blanche et l'assurance de la survie du peuple afrikaner²⁰.

Progressivement, la politique d'apartheid donna naissance à une législation de plus en plus étoffée. Quatre lois fondèrent l'apartheid et assurèrent l'isolement de la communauté blanche. En 1950, le Parti national promulgua le *Population Registration Act* qui classa la population sud-africaine, sur la base de critères physiques (couleur de la peau, nature des cheveux) de langue et de descendance, en trois grandes catégories raciales extrêmement rigoureuses. Les Blancs, Métis et Indigènes (ces derniers divisés en neuf ethnies) se virent chacun imposer le port d'une carte d'identité raciale. Ce dispositif fut complété par des lois imposant une stricte séparation dans les lieux publics et les services (*Reservation Separate Amenities Act*, 1953), une ségrégation résidentielle dans les zones urbaines (*Group Areas Act*, 1950), la séparation de l'enseignement primaire et secondaire ainsi qu'un nouveau programme scolaire, fondé sur les principes de la tutelle, de l'inégalité et de la ségrégation (*Bantu Education Act*²¹, 1952)²².

L'apartheid dit positif²³ (1959-1976)

À la fin des années 1950, la barrière raciale ainsi instituée assurait un rôle de protection de l'identité afrikaner. L'apartheid entra alors dans une nouvelle phase et le discours évolua, présentant les Noirs non plus comme inférieurs, mais comme différents, cherchant ainsi à leur imposer les principes identitaires que les Afrikaners avaient défendus tout au long du 20^e siècle. L'apartheid fut alors présenté comme un instrument de justice et d'égalité qui devait permettre à chacun des peuples de l'Afrique du Sud de s'épanouir en tant que nation distincte. Le gouvernement utilisa alors l'expression d'« apartheid positif »²⁴. La discrimination n'était plus légitimée en termes biologiques (la notion de race) mais en termes de réalités économiques et politiques.

²⁰ Pierson-Mathy, P., *op. cit.*, p. 253-257, 477-623.

²¹ Cette loi fut étendue à l'enseignement supérieur dès 1959 (Extension of University Education Act).

²² Pierson-Mathy, P., *op. cit.*, p. 539-577.

²³ Expression formulée par le régime minoritaire blanc.

²⁴ Coquerel, P., *L'Afrique du Sud des Afrikaners*, p. 63-88.